



HAL
open science

Covid-19 : les classes populaires paient-elles le plus lourd tribut au coronavirus en France ?

Emilie Counil, Myriam Khlát

► **To cite this version:**

Emilie Counil, Myriam Khlát. Covid-19 : les classes populaires paient-elles le plus lourd tribut au coronavirus en France ?. The Conversation France, 2020, pp.1-8. hal-02938233

HAL Id: hal-02938233

<https://hal.science/hal-02938233>

Submitted on 14 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

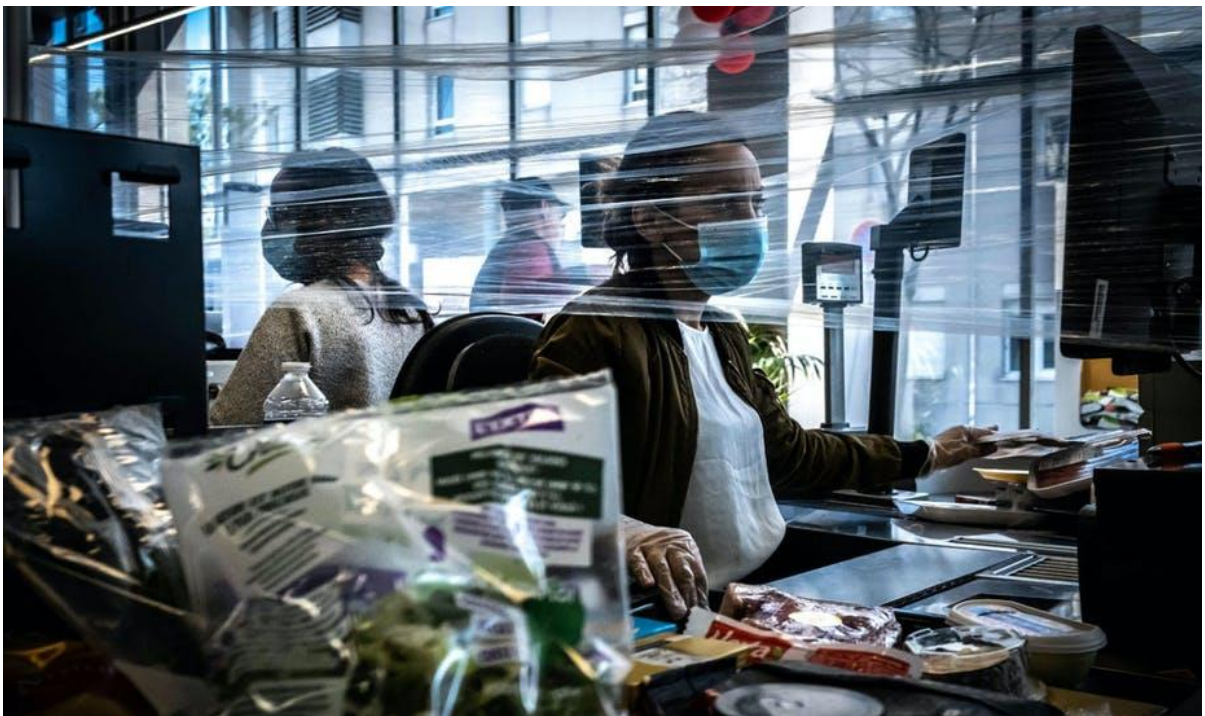
Covid-19 : les classes populaires paient-elles le plus lourd tribut au coronavirus en France ?

Auteurs

1. Emilie Counil, Chercheuse, Institut National d'Études Démographiques (INED)
2. Myriam Khat, Chercheuse, Institut National d'Études Démographiques (INED), Institut National d'Études Démographiques (INED)

The Conversation, 18 mai 2020

En ligne : <https://theconversation.com/covid-19-les-classes-populaires-paient-elles-le-plus-lourd-tribut-au-coronavirus-en-france-138190>



Une caissière travaille avec un masque dans un supermarché le 15 avril 2020, près de Lyon.
Jean-Philippe Ksiazek/AFP

Si les personnes âgées constituent le gros des victimes de la pandémie, les travailleurs d'âge moyen ont également été affectés par le Covid-19. C'est en particulier le cas des professionnels de la santé et des employés dont les postes, au contact du public, augmentent le risque d'exposition au coronavirus.

Les demandes formulées par ces travailleurs de première ligne, qui allaient de la [mise en place de mesures de protection sanitaire adéquates](#) à la [cessation des activités non essentielles](#) ont fait la une des journaux.

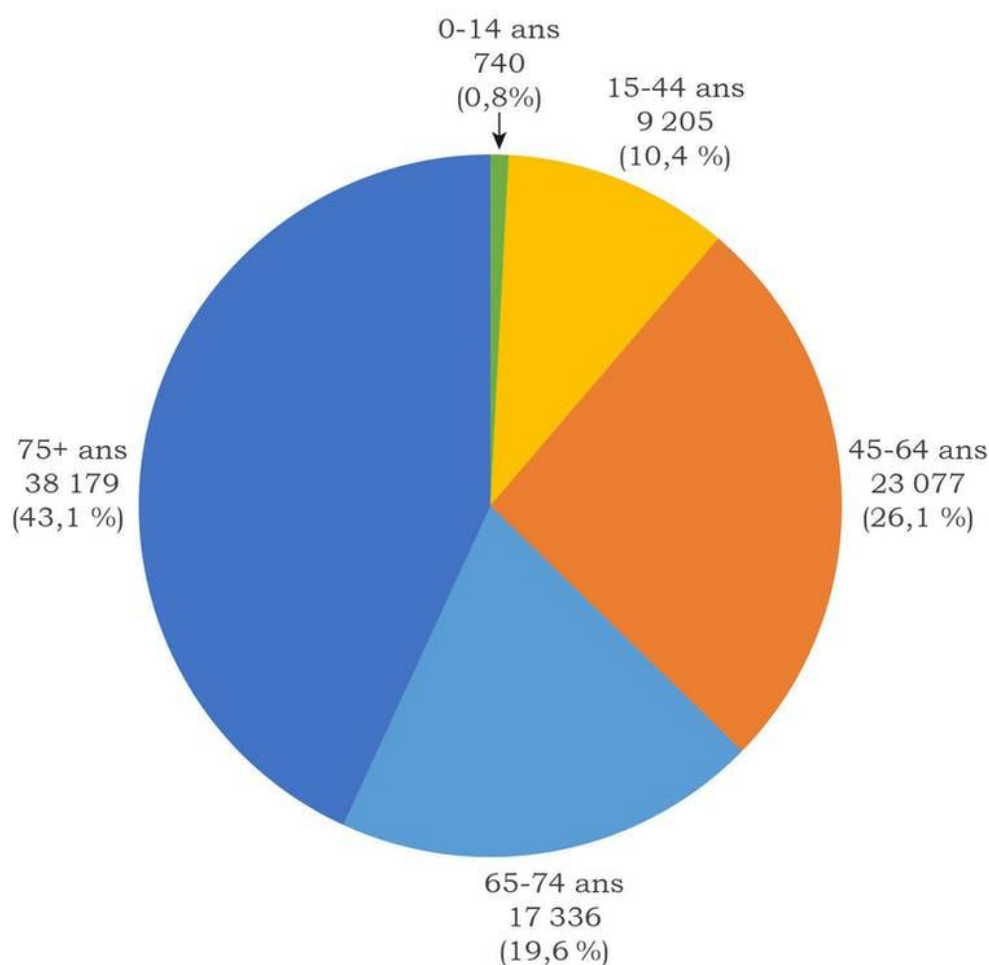
Dans le contexte de cette pandémie, les personnes occupant des emplois à bas salaires dans les services essentiels sont fréquemment contraintes, y compris pour des raisons économiques, de poursuivre leur activité en dépit des risques pour la santé. Risques de contamination sur le lieu de travail, conditions de logement difficiles et comorbidités pourraient alors, en agissant de concert, aggraver les inégalités sociales en matière de santé, avec un effet amplificateur des pertes de revenus et licenciements générés par la crise.

Des données récentes sur les hospitalisations liées au Covid-19 en France reflètent cette situation.

Près de 40 % des personnes hospitalisées sont des adultes en âge de travailler

Si l'on exclut les cas d'infection et les décès survenus dans les maisons de retraite françaises, au 28 avril 2020 37 % des patients hospitalisés pour cause de Covid-19 [étaient âgés de 15 à 64 ans](#), comme le montre le graphique ci-dessous :

Patients hospitalisés pour cause de Covid-19 en France, par âge



Patients hospitalisés pour cause de Covid-19, du 1^{er} mars au 28 avril. Pour chaque tranche d'âge, les totaux couvrent les patients encore hospitalisés au 28 avril, ainsi que ceux qui sont sortis de l'hôpital ou qui y sont décédés. INED, sur la base des données de Santé publique France

Le département de Seine-Saint-Denis (93), en Île-de-France, est particulièrement représentatif de l'impact sur la mortalité des risques auxquels sont exposés les adultes en âge de travailler. Bien que la population de Seine-Saint-Denis soit jeune, le [décompte des décès permet de classer ce département au premier rang des départements français](#) en matière de surmortalité au cours de l'épidémie (+126 %).

Cette augmentation a été attribuée à la prédominance, au sein de la population active, des ouvriers et employés occupant des emplois peu qualifiés et à leur niveau d'exposition au coronavirus sur les lieux de travail. Les connaissances concernant les conditions de travail habituelles des différentes familles professionnelles peuvent être exploitées pour repérer les groupes les plus exposés, eux-mêmes soumis de façon disproportionnée à d'autres risques en dehors de l'environnement de travail.

Les travailleurs les moins bien rémunérés sont fortement exposés au Covid-19

Les travailleurs qui présentent le plus grand risque de contracter le Covid-19 sont ceux dont l'activité professionnelle impose des contacts étroits avec le public ou avec leurs collègues, et/ou les expose à des agents infectieux. Avant le confinement, leur nombre était estimé en France à [au moins 8,8 millions](#). De fortes disparités existaient cependant entre les différents groupes professionnels. Ainsi, 41 % des travailleurs dont le revenu se situait dans le quartile inférieur (c'est-à-dire au plus 1 350 euros net par mois) appartenaient au groupe fortement exposé, contre 12 % de ceux dont le revenu se situait dans le quartile supérieur (au moins 2 750 euros).

Le graphique ci-dessous présente les familles professionnelles qui comptent le plus grand nombre de travailleurs salariés [exposés à des contacts directs avec le public](#) dans le cadre habituel de leur travail avant l'épidémie, regroupées par quartiles salariaux.

Familles professionnelles comptant le plus grand nombre de salariés en contact direct avec le public, regroupées par quartiles salariaux



Familles professionnelles comptant le plus grand nombre de salariés en contact direct avec le public, regroupées par quartiles de salaire net mensuel médian, et classées par nombre de travailleurs exposés. L'enquête couvre 23 millions de travailleurs salariés des secteurs privé et public, à l'exclusion des

indépendants. Les livreurs et les manutentionnaires ne sont pas inclus, soit parce que leur nombre est trop faible, soit parce qu'ils ont un statut d'indépendant. INED, d'après le Ministère du Travail

Outre les professionnels du secteur de la santé et ceux des premiers secours, dont les revenus se situent dans les quartiles moyen et supérieur, les travailleurs de première ligne les moins bien payés, tels que les agents de nettoyage, les aides à domicile et les employés du secteur alimentaire, sont parmi les plus exposés aux contacts avec le public. Cependant, la situation de certains de ces travailleurs potentiellement très exposés a changé suite à la mise en œuvre du confinement, à la mi-mars.

Le confinement a fait évoluer les risques d'exposition en lien avec l'activité professionnelle

Si certains travailleurs, comme les enseignants, ont pu travailler à domicile après le début du confinement, d'autres, tels que les coiffeurs et les employés des restaurants, ont subi du chômage partiel ou un arrêt forcé du travail, voire un licenciement. Leur exposition au virus sur leur lieu de travail a alors cessé, sachant qu'ils ont pu être infectés au début de l'épidémie. Ceux qui ont continué à travailler sur site sont restés exposés à des risques importants.

Fin mars, [27 % des salariés du privé continuaient à se rendre au travail](#). Cette proportion était probablement plus élevée dans les secteurs des services essentiels, dont les travailleurs ont également pu être confrontés à des horaires plus longs, afin de compenser les pénuries de main-d'œuvre et répondre à une demande exceptionnelle. Le secteur de la santé illustre bien cette situation.

Le degré d'exposition au Covid-19 dépend des tâches et de l'environnement de travail, mais aussi du type de mesures de protection mises en œuvre par les employeurs, et du calendrier de leur mise en application. Fin mars, au moins 33 % des salariés du privé travaillant sur site [n'avaient toujours pas été pourvus en gants par leur employeur](#), et plus de 39 % n'avaient pas de masque. L'accès à ces équipements de protection varie fortement en fonction du pouvoir de négociation des travailleurs, habituellement faible en cas d'emploi précaire. Les principaux ressorts de ces changements sont présentés dans le graphique ci-dessous.

**Modifications survenues dans l'emploi et les conditions de travail
depuis le confinement et impact sur l'exposition au Covid-19**

AVANT LE CONFINEMENT

Exposition professionnelle élevée au COVID-19

Exposition aux agents infectieux
Face-à-face avec le public
Contacts avec les collègues



Au moins
8,8 à 9,9 millions
de travailleurs
hautement exposés*

PENDANT LE CONFINEMENT

Exposition élevée maintenue

Télétravail
Chômage partiel ou total
Congés maladie/familial



27% des salariés
travaillent **sur site****
Surtout **services essentiels**
↑ **temps de travail**

Manque de protection au travail

Mesures de protection prises par
l'employeur (+changements)
Pouvoir de négociation des salariés



Au moins
33% sans gants
39% sans masque
À la fin mars 2020**

★ ; Moyens de transport non inclus ; calculs basés sur l'enquête française sur les conditions de travail (2013) couvrant 26 millions de travailleurs. ★ ; ★ ; Chiffres de l'enquête du Ministère du Travail sur le Covid-19 (avril 2020) couvrant 15 millions de travailleurs salariés du privé. INED, d'après le Ministère du Travail

Les incertitudes liées aux risques sur le lieu de travail ne peuvent qu'alimenter les craintes d'être infecté et de contaminer à son tour les proches. On sait en effet que le virus peut rester actif pendant des heures sur les vêtements, les masques chirurgicaux, les surfaces des objets de la vie quotidienne tels que les téléphones portables, et, bien évidemment, sur la peau et dans la salive.

Les modalités d'exposition para-professionnelle décrites pour d'autres types de contaminants, tels que les substances chimiques comme l'amiante et les pesticides, sont particulièrement pertinentes pour comprendre comment se propage l'épidémie actuelle dans la population. Les expositions professionnelles rapportées au domicile ont souvent été attribuées aux comportements peu rigoureux des travailleurs. Elles sont toutefois largement liées aux conditions de travail et de logement. Habiter dans un logement surpeuplé, manquer d'espace pour changer de vêtements et se laver avant d'entrer en contact avec sa famille constituent des facteurs de risque particulièrement importants. En outre, certaines expositions résultent de contaminations lors des déplacements professionnels.

Les comorbidités, des facteurs aggravants

Les manifestations cliniques de l'infection sont d'intensité variable selon les personnes. Les comorbidités telles que l'hypertension, le diabète, l'obésité, l'asthme sévère, les maladies cardio-vasculaires et pulmonaires chroniques entraînent généralement le développement de formes plus sévères de Covid-19, et un pronostic plus défavorable. Les groupes sociaux les moins favorisés sont particulièrement concernés par ces comorbidités, de même que par

l'exposition professionnelle aux toxiques pulmonaires. En outre, le fait d'accorder moins d'importance aux symptômes et de rencontrer des difficultés d'accès aux soins peuvent mener à un retard de diagnostic et donc à un délai de prise en charge et de traitement du Covid-19 dans ces populations.

Durant cette crise, la surcharge du système de santé hospitalier et le moindre recours aux soins de ville ont pu avoir un impact négatif sur le suivi des personnes atteintes de maladies chroniques, plus nombreuses dans les classes populaires. Et ce, d'autant plus que la France est l'un des pays d'Europe dont les inégalités sociales de recours aux soins sont les plus élevées. Enfin, la convalescence suite au Covid-19 est un processus long, qui peut s'accompagner de séquelles, conduisant à un éventuel déclassement professionnel ou, pire, à une incapacité à reprendre le travail.

Perte de revenus, insécurité de l'emploi, horaires plus longs

Le dispositif de protection sociale en France est connu pour être plus généreux que celui de nombreux autres pays à hauts revenus. Lorsque le confinement a été mis en place, des mesures ont été prises par le gouvernement pour compenser la perte de revenus de certains travailleurs. Malgré tout, la situation des chômeurs en fin de droit, de même que celle des travailleurs précaires et à bas salaires, pourrait s'aggraver, notamment en raison d'une réduction de l'offre des contrats de court terme. Les travailleurs indépendants, tels que les coiffeurs ou les propriétaires de commerces non alimentaires, ont également pu subir des pertes de revenus importantes.

La situation est encore plus critique pour les travailleurs des plates-formes de services comme Deliveroo et Uber qui occupent en outre des emplois potentiellement exposés au Covid-19. Dans les secteurs essentiels, le maintien de l'activité a pu s'accompagner d'un durcissement des conditions de travail : durées plus longues, intensification du rythme, tensions dans les relations avec l'encadrement ou avec les collègues, le tout entraînant, de façon plus générale, un déséquilibre entre vie professionnelle et vie familiale. Il convient d'être particulièrement vigilant, dans ce contexte de crise, à ne pas négliger les autres risques professionnels au motif d'un changement de priorités.

Des désavantages qui s'accumulent

Au final, la crise sanitaire actuelle risque d'aggraver les inégalités sociales en matière de santé, à moins que des mesures plus systématiques ne soient prises pour protéger la population sur le lieu de travail et au-delà.

Les travailleurs à bas salaires, exposés de manière disproportionnée au risque d'infection par le Covid-19, sont donc susceptibles de payer un lourd tribut à la maladie, surtout s'ils ne sont pas suffisamment protégés. Les risques qu'ils encourent sont aggravés par leurs conditions de transport et de logement, ainsi que par les comorbidités qui les affectent et par leur accès parfois difficile aux soins de santé.

Cette situation pourrait favoriser une plus grande propagation du coronavirus, et mener à une plus grande proportion de formes sévères de la maladie, tant chez les personnes en âge

de travailler que chez les personnes âgées au sein des classes populaires. Le département de Seine-Saint-Denis, [particulièrement touché depuis le début de l'épidémie](#), est l'illustration des conséquences que peut avoir cette accumulation de désavantages.

Lorsque la prévention des risques professionnels échoue, la question de l'indemnisation se pose. Cette situation soulève d'autres problèmes d'équité entre travailleurs : les professionnels de la santé sont par exemple les seuls à ce jour à avoir obtenu le droit à une indemnisation en cas d'infection par Covid-19.

Enfin, les habitants des quartiers défavorisés sont souvent soupçonnés de ne pas respecter les gestes barrières et les règles de distanciation sociale et de confinement. Bien que régulièrement réfutée par les autorités régionales de santé et de police, [cette perception](#) constitue un fardeau supplémentaire sur les épaules de ces populations.

La version originale de cet article a été publiée en [anglais](#).

Déclaration d'intérêts

Emilie Counil a reçu des financements de la Fondation de France.

Myriam Khat a reçu des financements de National Institutes of Health (NIH) Grant R01 HD079475, du 1er mai 2015 au 30 avril 2020. Elle est membre de l'Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population (UIESP) et de l'European Association for Population Studies (EAPS).

Partenaires



[Institut National d'Études Démographiques \(INED\)](#) apporte un financement en tant que membre adhérent de The Conversation FR.